

PRÉFET DE SAÔNE-ET-LOIRE

**DIRECTION DES LIBERTES PUBLIQUES  
ET DE L'ENVIRONNEMENT**

Bureau de la réglementation  
et de l'environnement

ARRÊTÉ

LE PRÉFET DE SAÔNE ET LOIRE

**Arrêté de mise en demeure  
concernant l'actualisation du montant  
des garanties financières  
SAS SABLIERES DE TOULON  
Route d'Uxeau  
71320 TOULON-SUR-ARROUX  
Carrière de « La Plaine de Taluchot »  
à Toulon-sur-Arroux.**

N°  
2014100-0020

**Vu** le code de l'environnement, livre V titre 1er, articles L171-6, L171-8, L514-5,

**Vu** l'arrêté préfectoral n° 01/0114/2-2 du 11 janvier 2001, autorisant la SAS SABLIERES DE TOULON à exploiter une carrière sur le territoire de la commune de Toulon-sur-Arroux, lieudit «La Plaine de Taluchot » pour une durée de quinze ans,

**Vu** le rapport de visite de l'inspection de l'environnement transmis à l'exploitant le 12 décembre 2013, conformément à l'article L171-6 du code de l'environnement,

**Vu** les observations de l'exploitant reçues le 14 janvier 2014,

**Considérant** que lors de la visite du 21 octobre 2013, l'inspecteur de l'environnement, (spécialité installations classées) a constaté le non respect des prescriptions de l'arrêté préfectoral d'autorisation suivantes :

- article 8.2 : actualisation des garanties financières,

**Considérant.** que ce constat constitue un manquement aux dispositions de l'arrêté préfectoral susvisé,

**Considérant** qu'il convient de faire application des dispositions de l'article L171-8 du code de l'environnement en mettant en demeure la société SABLIERES DE TOULON de respecter les prescriptions de l'article 8.2 de l'arrêté préfectoral susvisé,

**Sur** proposition de Mme la secrétaire générale de la préfecture de Saône-et-Loire,

ARRÊTE

### **ARTICLE 1er :**

La SAS SABLIERES DE TOULON, est mise en demeure de respecter les dispositions suivantes pour sa carrière située lieudit «La Plaine de Taluchot » à Toulon-sur-Arroux, **sous un délai de deux mois** à compter de la notification du présent arrêté :

- article 8.2 : actualiser le montant des garanties financières.

### **ARTICLE 2 :**

Dans le cas où l'obligation prévue à l'article 1er ne serait pas satisfaite dans le délai prévu et indépendamment des poursuites pénales qui pourraient être engagées, il pourra être pris à l'encontre de l'exploitant, les sanctions prévues à l'article L171-8 du code de l'environnement.

### **ARTICLE 3 - DELAIS ET VOIES DE RECOURS :**

La présente décision peut être contestée auprès du tribunal administratif de Dijon :

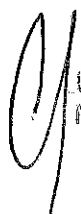
- par les tiers, personnes physiques ou morales, les communes intéressées ou leurs groupements, en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts mentionnés aux articles L.211-1 et L.511-1 dans un délai d'un an à compter de la publication ou de l'affichage de cette décision.
- par l'exploitant, dans un délai de deux mois à compter de la date à laquelle la décision lui a été notifiée

### **ARTICLE 4 – EXECUTION ET COPIES :**

Mme la secrétaire générale de la préfecture de Saône-et-Loire, Mme la directrice régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement de Bourgogne, sont chargées, chacune en ce qui la concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à la SAS SABLIERES DE TOULON et dont copie sera faite à :

- M. le maire de Toulon-sur-Arroux
- M. le sous-préfet de Charolles,
- M. le responsable de l'unité territoriale de Saône-et-Loire de la DREAL de Bourgogne à Mâcon.

Mâcon, le **10 AVR. 2014**  
Le préfet,

 **Pour le Préfet,**  
**La Secrétaire Générale de la**  
**Préfecture de Saône-et-Loire**

Catherine SÉGUIN